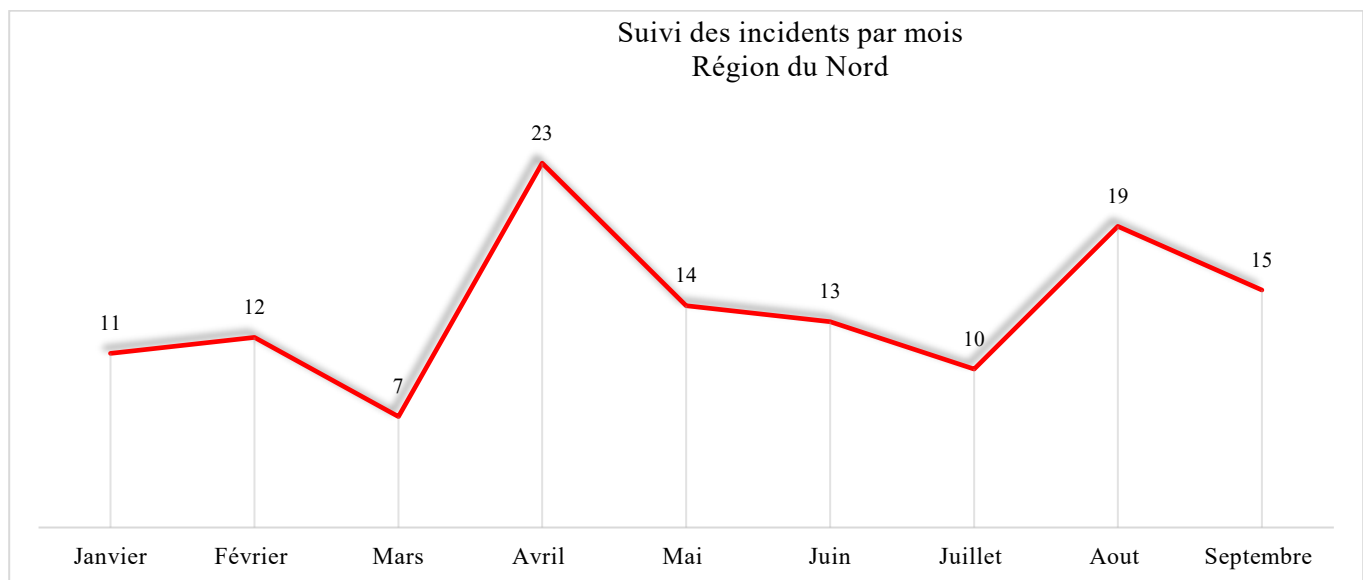


RAPPORT MENSUEL DE PROTECTION SEPTEMBRE 2020
REGION DU NORD

Contexte et points saillants :

Typologies des incidents	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Total
Atteintes au droit à la propriété	3	0	1	5	1	3	1	3	2	19
Atteintes à l'intégrité physique et/ou psychique	0	2	0	4	1	3	4	1	3	18
Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne	2	0	1	5	6	1	1	2	4	22
Atteintes au droit à la vie	2	4	2	4	4	4	2	3	2	27
Atteintes à l'accès aux services de base	0	0	1	1	0	0	0	0	1	3
Mouvements de population forcés	4	6	2	3	1	0	2	4	3	25
Violences Basées sur le genre	0	0	0	1	1	2	0	6	0	10
Total	11	12	7	23	14	13	10	19	15	



Le contexte sécuritaire demeure toujours critique dans la région du Nord et cela a des répercussions sur la protection des personnes et leurs biens. En effet, durant le mois de Septembre, les données du monitoring de protection font état de 15 incidents résultant de la présence et de la mobilité des Hommes Armés Non Identifiés (HANI) ont été enregistrés. Notamment des attaques ciblées entre protagonistes (FDS, VDP # HANI), des enlèvements de civils, des menaces perpétrées par des HANI suivies d'ultimatum donné aux populations civiles de quitter leurs localités, des IED, etc. Ces incidents continuent d'endeuiller les populations de cette partie du Burkina Faso. Les provinces du Yatenga et du Loroum restent les plus touchées.

Au Loroum, cinq incidents ont été enregistrés. Le vendredi 11 septembre, deux femmes dont une enceinte de cinq (05) mois ont perdu la vie tandis que deux fillettes ont été grièvement blessées suite à l'explosion d'un IED sur l'axe Titao -Woro. Dans la commune de Banh, un imam du village de Guengué est décédé le 21 septembre suite aux bavures des HANI qui l'avaient enlevé. Toujours dans le Loroum, les habitants du village de Banwèla ont reçu un ultimatum de 72 heures à compter du 21 septembre, de la part des HANI, de quitter le village. Dès le lendemain, quelques 200 personnes, selon les estimations des relais communautaires avaient commencé à rallier les villages de Ninigui et Dèssè dans la commune de Koumbri. Au moins 10 ménages ont cependant rejoint Ouahigouya.

Le samedi 26 septembre un groupe de femmes PDIs a quitté Titao pour Toulfé à la recherche de bois et de feuilles de baobab. Et c'est ainsi qu'elles ont été surprises de voir des GANI dans les alentours. Dans la panique, elles ont laissé leur charrette et ont pris la fuite vers Titao. Fort heureusement, elles n'ont pas été violentées. Selon les informations reçues des réseaux communautaires, des HANI ont assiégé Toulfé qui se trouve à une trentaine de kilomètres de Titao sur l'axe Titao-Djibo.

Signalons que le 27 août, les installations de l'Office Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) de Titao ont été sabotées par des HANI selon les réseaux communautaires (confer rapport flash incident N°40-2020/RN de INTERSOS).

Dans la province du Yatenga, des atteintes à la propriété (saccage de domiciles suivi de vol de bétail et de matériel) ont été constatées dans le village de Douma, commune de Tangaye (voir tableau des incidents en annexe). Ces incidents ont occasionné des déplacements de 74 personnes issues de 10 ménages vers Ouahigouya. La ville de Ouahigouya a également accueilli au cours de ce mois près de 200 PDIs venues de Bem dans la commune de Thiou suite à des menaces reçues des HANI, selon les informations issues du monitoring communautaire.

Ce tableau reflète les incidents de protection/violations des droits humains allant des déplacements forcés de populations aux atteintes à la vie en passant par les atteintes à la propriété et à l'accès aux services sociaux de base.

Comparativement aux mois précédents, les communes les plus touchées par ces incidents restent véritablement les mêmes. Ce sont Tangaye, Thiou, Koumbri et Ouahigouya dans le Yatenga ; et Banh, Sollé et Titao dans le Loroum.

En plus de ces incidents, trois autres faits ont été remarquables au cours de ce mois. De nos informateurs clés présentes dans la localité, il s'agit du décès de l'imam de Guengué suite aux bavures des HANI dans la commune de Banh, des vols de bétail, de matériel et d'argent à Douma, dans la commune de Tangaye d'une part ; et d'autre part les déplacements forcés d'habitants des villages de Banwèla, Douma et Bem vers Ninigui, Dèssè et Ouahigouya.

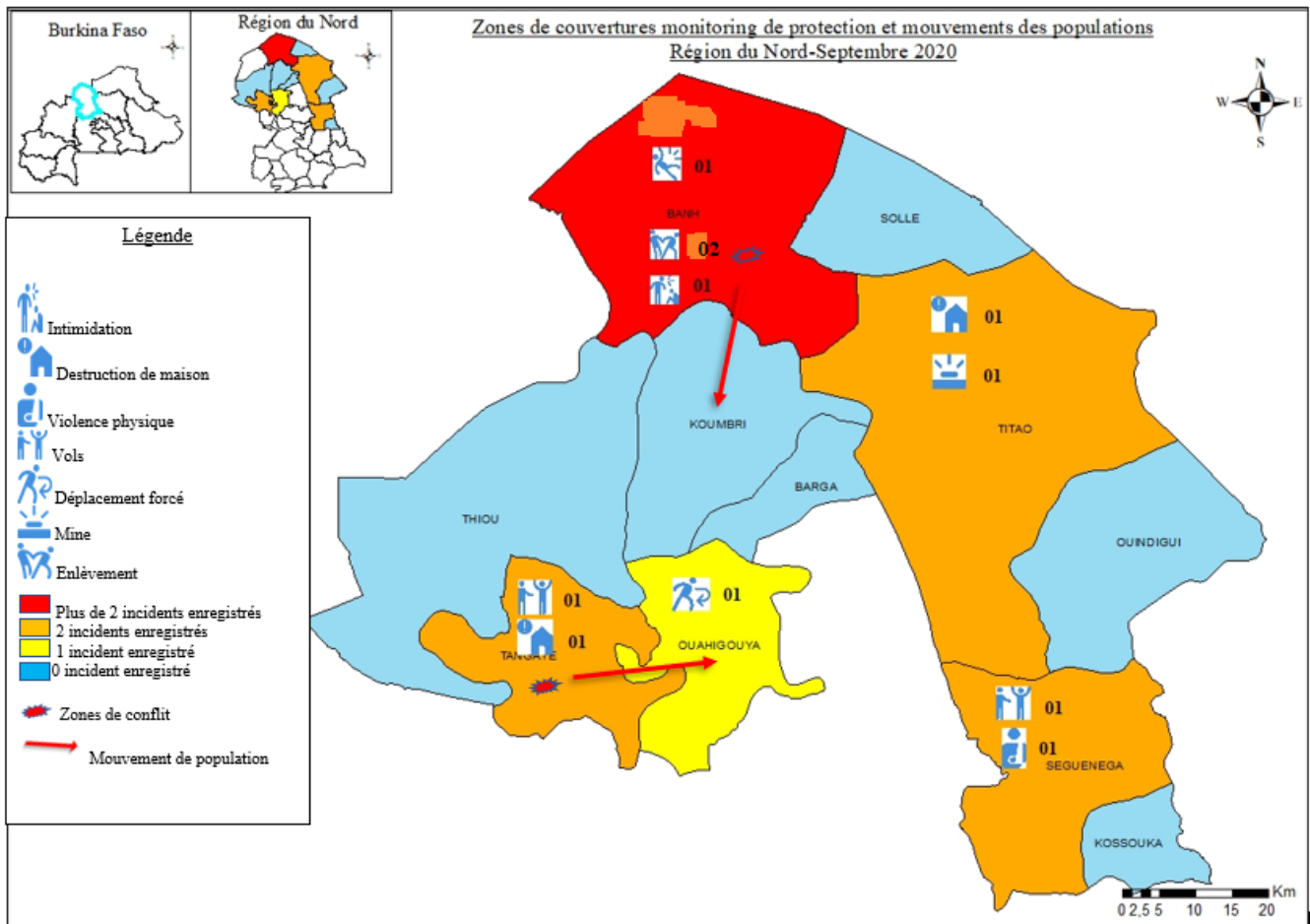
Tous ces incidents se produisent pendant que les populations nourrissent l'espoir depuis les négociations entreprises à Yoro entre VDP et Groupes d'Opposition Armés radicaux (GOA) en territoire malien en juillet dernier pour un cessez-le feu (selon les sources observatrices locales). Aussi, la forte présence des volontaires pour la défense de la patrie (VDP) dans les localités comme Banh, Ingané, Posso Andékanda et Ouindigui dans

le Loroum ; puis Thiou, Tangaye et Koumbri au Yatenga témoignent toujours de l'existence d'une méfiance entre les parties au conflit.

Situation de protection

Zones couvertes dans la période sous rapport – zones à risque

Les activités du monitoring de protection ont concerné les localités suivantes : la commune de Ouahigouya (Siguinvoussé, Tougouzagué, Saye, ferme, route de Youba, Youba, Yabonso, Lilgomdé et les différents secteurs de la ville de Ouahigouya), Thiou, Séguénéga, Kossouka, Tangaye, Barga, Koumbri, Titao (quartiers Watinoma, AK, Karpallin, route de Tansaliga et les villages environnants), Banh, Sollé et Ouindigui.



A la date du 25 septembre, 40 focus groups de discussions de monitoring communautaire dont 13 dans le cadre de la consultation des Nations Unies en vue du panel de haut niveau sur les déplacements internes ont été réalisés dans les zones de couvertures indiquées plus haut, dans le but de mieux apprécier les conditions de séjours et les perspectives en termes de solutions durables des PDI. Le monitoring de protection à distance a été utilisé dans les localités comme Koumbri, Banh, Tangaye et Sollé à cause de l'insécurité. Les zones à risques identifiées restent les localités de Kain, Banh, Sollé, Thiou, Tangaye et Thiou avec le bloc Nogo-Ingané-Posso et Posso-Bouli où les VDP visiblement bien armés effectuent des check-points réguliers.



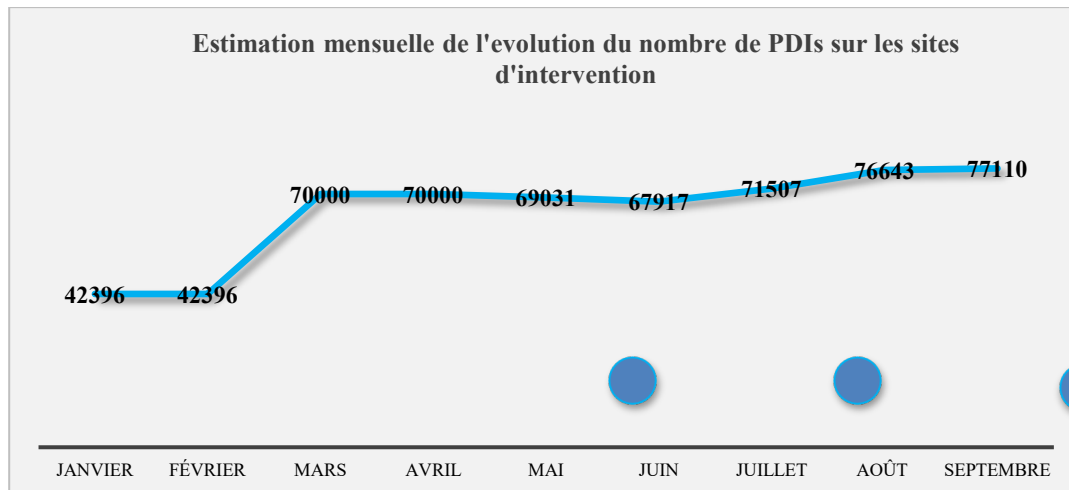
Figure 1: Focus Group de Discussion avec les hommes de Youba

Caractéristiques des mouvements de populations

Ce mois a été marqué par des déplacements forcés de populations dans certaines localités de la région. Selon les données issues du monitoring de protection, au moins **524** personnes dont **250** à Banwèla (commune de Banh), **74** à Douma (commune de Tangaye) et **200** à Bem (commune de Thiou) ont été contraintes de quitter leurs villages pour Ouahigouya, Ninigui et Dèssè.

Par rapport aux mouvements de populations, ceux sortants de Banh semblent être tolérés par les HANI tandis que les mouvements entrants sont sévèrement réprimés. La plupart des incidents sécuritaires constatés dans la commune ont concerné des déplacements entrants à Banh. On est donc tenté de dire que l'objectif des HANI est de contraindre la population de Banh aux déplacements et de récupérer (voire occuper) du même coup ce village où les VDP de la commune se sont repliés pour mener le combat.

Selon les données issues du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), à la date du 8 septembre 2020 le nombre de PDI dans la région du Nord était de 74527. Il faut mentionner que pendant les focus groups, il a été constaté que beaucoup de PDI attendent encore d'être enregistrées ; ce qui peut faire augmenter ce chiffre.



Source : monitoring de protection INTERSOS

Sécurité physique et personnelle

Voir contexte et points saillants – Liste des incidents ci-dessous.

Incidents de protection dans les zones sous couverture

-Les atteintes à la vie : Selon les informations issues du monitoring de protection, durant ce mois, 3 civils ont perdu la vie suite à l'activité des HANI . Il s'agit de la mort de 2 femmes dont une enceinte de 5 mois, le 11 Septembre sur l'axe Titao- Woro dans le Loroum ; et le décès d'un imam suite aux bavures des HANI le 21 septembre dans la commune de Banh. Tous ces 03 cas de perte en vie ont concerné des civils. Nous devons signaler un cas de noyade des deux enfants de 2 ans de la population hôte, au secteur 7 de Ouahigouya après une chute dans une fosse septique. Cet incident soulève encore une fois la problématique de la protection de l'enfance d'une part ; et d'autre part, le problème d'assainissement dans ce secteur occupé majoritairement par des populations hôtes. En effet, les eaux usées sont évacuées dans la rue et les fosses septiques à ciel ouvert dans ce secteur.

En plus du partage des rapport flash sur les incidents, INTERSOS a apporté des appuis psychosociaux aux membres des familles des victimes d'explosion d'IED, et contribué financièrement à la prise en charge sanitaire des blessés.

-Les atteintes à la propriété : Pour ce mois Septembre, un incident se rapportant à des atteintes au droit à la propriété a été signalé. En effet, un habitant du village de Douma dans la commune de Tangaye a vu son domicile saccagé, 11 bœufs, 146 chèvres et moutons emportés, en plus d'une somme de 100.000 F CFA.

Les présumés auteurs de ces vols seraient des GANI membres de Groupes d'Opposition Armés radicaux qui avaient enlevé le chef de ménage avant de le relâcher. Ils seraient venus en représailles à son engagement en tant que VDP depuis son départ vers une localité plus stable de la province. INTERSOS, en plus d'avoir partagé un rapport flash incident, tente de rentrer en contact avec le survivant pour comprendre davantage et envisager un soutien psychosocial.

Les cas de VBG : Durant ce mois, 31 dossiers d'admission de cas de VBG ont été ouverts par le gestionnaire de cas.

Les atteintes au droit à la liberté (enlèvements) : Un incident portant sur un enlèvement de personne civile a été signalé. Il s'agit de l'enlèvement suivi de torture d'un imam qui, malheureusement n'a pas survécu à ses blessures. Un plaidoyer auprès des autorités est recommandé pour la sécurisation des zones touchées.

Durant ce mois, un habitant de Thiou qui avait été enlevé par des HANI dans son champ avec son fils a été relâché. Signalons que le fils avait été libéré quelques jours après l'enlèvement le 18 août.

Déplacements forcés de personnes : Comme signalé plus haut, au moins **524** personnes ont été contraintes à des déplacements forcés au cours de ce mois. Du côté de Banh par exemple, c'est le village de Banwèla qui a été visé. Quelques 200 personnes (estimation) sont allées à Ninigui et Dèssè ; des villages voisins et où se trouvent leurs champs dans l'espoir de pouvoir y effectuer les récoltes. Avec la rentrée scolaire et la maturation de semis, les indicateurs sont au rouge quant à de nouveaux déplacements. Il est donc indiqué de renforcer la veille et le dispositif d'enregistrement et de prise en charge de nouvelles PDIs. Rentrée scolaire, récoltes et campagne électorale sont autant de facteurs à risques de déplacements forcés de populations dans les semaines à venir.

Atteinte à l'accès aux services sociaux de base : Le sabotage des installations de l'ONEA de Titao est forcément un acte de nature à compromettre l'accès des populations de Titao à l'eau potable. Du coup, cette violation se présente comme une invitation aux acteurs WASH à mener plus d'actions à même de garantir aux populations affectées le droit à l'accès à l'eau potable dans la dignité. Concrètement, cela se traduit par la réalisation de forages dans les quartiers de Titao dont les habitants souffre d'une insuffisance de points d'eau. En rappel, en mars 2020, ce sont des installations de l'ONEA de Ouahigouya qui avaient été sabotées.

Dans l'encadré ci-dessous, les grandes tendances du monitoring du mois de septembre 2020.

Analyse de la situation de protection et des tendances

- De nombreux déplacements préventifs du fait de la détérioration continue du contexte sécuritaire : menaces et intimidations des populations, enlèvements, assassinat etc ;
- Les femmes et les enfants de plus en plus touchés par les Engins Explosifs Improvisés et les Restes des Explosifs de Guerre. Des sensibilisations sur les risques de mines et des restes d'explosifs de guerre semblent nécessaires ;
- Des violations de domiciles suivies d'extorsion et d'atteintes physiques de PDIs par des VDP. Ici, il faudrait craindre des affrontements intercommunautaires car il n'est pas exclu que ces PDIs refusent de subir en victimes résignées ;
- Les communautés ont tendance à s'organiser pour s'auto-défendre dans un contexte d'insécurité grandissante. La montée en puissance des VDP dans plusieurs communes de la région en dit long.
- Un relâchement de plus en plus dans l'observance des mesures barrières de la COVID-19 même si la situation reste sous contrôle dans la région ; aucun cas positif signalé ce mois.
- Une menace sur la rentrée des classes de certains établissements scolaires.

PROBLEMES SPECIFIQUES DE CERTAINS GROUPES A RISQUES

Les groupes à risques identifiés ce mois encore sont sans nul doute ces milliers de personnes déplacées et hôtes vivant dans les zones à fort risque sécuritaire. En plus de l'insécurité alimentaire, ces populations peinent à accéder aux services sociaux de base. A Banh par exemple, les HANI travaillent à empêcher toute entrée de denrée au point qu'il y est difficile aujourd'hui de trouver du sel de cuisine. Les leaders communautaires demeurent exposés aux enlèvements comme l'illustre le cas de l'imam de Guengué.

Nous ne saurons passer sous silence le cas de ces milliers de PDIs sans documents civils ou dont les délais de validité de ces documents sont échus et objet de contrôles inopinés des VDP sur leurs sites d'accueil et parfois soumis à des amendes injustifiées.

SGBV

Les VBG constituent l'une des violations de droits humains dont l'identification et la résolution nécessitent un regard professionnel spécifique. Durant ce mois, en plus des actions de prévention, INTEROS a contribué à la réponse aux VBG. En effet, **268** personnes dont **112** hommes ont été touchées à travers **34** causeries éducatives sur les violences conjugales, les violences faites aux enfants et les mariages forcés et précoces.

Au niveau du volet gestion de cas de VBG, **31** dossiers ont été ouverts ce mois pour **11** référencement, **5** prises en charge médicale, **9** prises en charge psychologique et **20** soutiens émotionnels. 45 femmes et jeunes filles survivantes de VBG ou exposées aux VBG ont bénéficié d'appuis en cash pour achat de kits de dignité. La plupart de ces cas ont été référés par les services sociaux, qui, en réalité, constituent les portes d'entrée de la prise en charge des survivant (es) de VBG. L'accord des survivants ont cependant facilité ces référencement. Les causeries éducatives sur les sites ont aussi permis 37 auto-signalements dont 32 à Ouahigouya, 4 à Titao et 1 à Séguénéga.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Ce mois encore, deux (2) enfants de 2 ans issus de la population hôte ont perdu la vie après une chute dans une fosse septique au secteur 7 de Ouahigouya. En rappel, le 11 juin dernier, un enfant des PDIs du quartier « ferme »

de Ouahigouya avait perdu la vie après sa chute dans un puits. Au-delà de cet incident malheureux, c'est le problème d'assainissement qui se pose dans ce secteur.

A la veille de cette rentrée scolaire, beaucoup de parents d'élèves issus de la communauté hôte et PDI sont dans la tourmente du fait des difficultés à pouvoir inscrire leurs enfants dans les établissements d'accueil. Le constat est là. Des milliers d'enfants de la région pourraient rester à la maison faute de places dans les établissements publics ou de moyens financiers pour les frais de scolarité dans les établissements privés. Il sied donc d'anticiper en les occupant sainement à travers des centres à passerelles sur les sites en attendant qu'une solution définitive soit trouvée.

PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)

Les groupes de PBS restent les mêmes à savoir les femmes très souvent veuves cheffes de ménages, les personnes âgées sans soutien et celles vivant avec handicap, les personnes victimes d'atteintes à la propriété, les survivants de Restes Explosifs de Guerres (REG). A ce jour, **73** PBS ciblées ont bénéficié d'une assistance en cash.

Logements, Terres et Biens (LTB), Etat de droit

SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

L'accès à la terre et aux pâturages par les PDI dans les zones d'accueil demeure un gap à combler dans la région du Nord. Dans les zones de départ, le problème d'accès se pose en termes de sécurité physique. Malgré tout, certaines PDI ont pris le risque d'exploiter leurs champs à travers des déplacements pendulaires. Mais, les récoltes se présentent comme un défi à relever pour ces derniers. Dans la perspective de la campagne de production maraîchère, il serait souhaitable de faire un plaidoyer pour des aménagements de sites maraichers au profit des populations déplacées et hôtes.

Les logements des PDI dans les zones de déplacements restent très précaires et les exposent à toute sorte d'intempéries. De plus en plus, les PDI font des efforts tendant à acquérir des terrains non lotis pour y construire des logements de fortune.

Au cours de ce mois encore, les vols de bétail et autres biens ont été constatés dans la région.

ETAT DE DROIT

Même si l'avènement des VDP semble contribuer à la sécurisation des personnes et des biens, les agissements de certains comme ceux de Ramensé dans la commune de Séguénéga paraissent comme une menace à l'Etat de droit. Violation de domiciles, atteintes au droit à l'intégrité physique, extorsions sont entre autres les formes de violations signalées. Compte tenu de l'absence de documents civils, beaucoup de PDI sont obligées de restreindre leurs mouvements.

En rapport avec les VDP, le constat qui se dégage est que les villages où ils sont présents sont plus acculés et menacés que ceux où il n'en existe pas. La création d'un quartier général de VDP dans un village semble être perçue par les GANI comme une déclaration de guerre.

Depuis leurs localités de déplacements (Ouahigouya et Titao) les préfets et Maires des communes comme Tangaye, Banh, Sollé, Ouindigui, Thiou, Barga et Koumbri établissent les documents civils à leurs administrés. Cependant, des difficultés liées à la nouvelle donne ne manquent pas.

GESTION DES CONFLITS/COHESION SOCIALE

L'un des problèmes de protection révélés par le monitoring de protection est sans conteste les tensions intercommunautaires sous une forme latente ou ouverte. Pour aller au-delà du rapportage, INTERSOS, avec l'appui technique et financier du HCR a ajouté une composante « gestion des conflits » au projet de protection en cours. Durant ce mois, l'équipe projet composée de mobilisateurs communautaires et de moniteurs de protection a été formée sur « l'analyse de conflit, la négociation et la médiation basée sur les intérêts ». Des visites de présentation de cette composante du projet ont été effectuées auprès des autorités régionales, administratives et locales de Ouahigouya, Barga et Titao. De ces visites, nous pouvons affirmer que c'est une composante très attendue au regard de la situation qui prévaut sur le terrain. De ce fait, les fora annoncés suscitent un intérêt auprès des autorités. Au cours d'une visite à une autorité locale, une tentative d'explication des tensions existantes entre PDIs, et entre PDIs et populations hôtes a été donnée. Selon cette dernière, s'il est vrai que c'est contre leur gré que les PDIs ont rejoint des localités comme Ouahigouya et Titao, il est aussi évident que les populations hôtes les avaient accueillies et acceptées de partager le peu qu'elles avaient avec celles-ci dans l'espoir que leurs retours ne sauraient tarder. Mais, le prolongement de la crise a fini par créer des situations conflictuelles car certains semblent dire qu'ils n'en peuvent plus. Entre PDIs également, les changements d'habitudes au quotidien susciteraient par moments des incompréhensions.

Durant cette période, l'on est en droit de craindre les traditionnels conflits agriculteurs-éleveurs.

Protection basée sur la communauté/renforcement de capacités communautaires COMITES DE PROTECTION

Les membres des comités de protection ont été d'un soutien important dans le cadre de la mobilisation communautaire. Au cours de ce mois, tous les dix (10) comités ont tenu leurs rencontres trimestrielles de bilan. Les perspectives du quatrième trimestre de l'année sont de contribuer au mieux au signalement des cas de VBG et de s'ouvrir pour prendre en compte la dimension « prévention et gestion des conflits » en se basant sur les mécanismes traditionnels existants.

LEADERS COMMUNAUTAIRES/AUTORITES LOCALES/SOCIETE CIVILE

Les autorités locales et les leaders communautaires ont été approchés dans le cadre des préparatifs des différents foras. Tous ont dit leur disponibilité à accompagner nos actions de renforcement de la cohésion sociale.

COORDINATION ET PARTAGE D'INFORMATION

Au niveau régional, INTERSOS participe activement aux cadres de concertations des acteurs de protection existants. Il prend part aux réunions du cluster protection qui ont vu l'adoption d'un plan d'actions sur les problématiques majeures de protection dans la région.

De concert avec l'UNHCR et la Direction Régionale en charge de l'Action Humanitaire, des rencontres préparatoires de distribution à grande échelle d'effets vestimentaire se tiennent.

Recommandations et actions de suivi requises

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et à quelle entité)

N°	Domaines	Localités	Recommandations	Entités concernées
1	Nutrition-sécurité alimentaire	Ouahigouya, Thiou, Titao, Séguénéga, Andékanda, Posso, Oula Sollé, Ingané, Ouindigui, Banh	Envisager des campagnes de distribution de vivres et de rations pour enfants sur les différents sites de la région	Santé/Sécurité alimentaire (CONASUR/SONAGESS)
2	Cohésion sociale	Thiou, Tangaye, Barga, Koumbri, Titao, Sollé et Banh, Ouindigui	Mettre en œuvre des actions de promotion de la cohésion sociale	Autorités régionales et locales avec l'appui des ONGs

ACTIONS REQUISES DU HCR

DOMAINES	ACTIONS	OBSERVATIONS
ABRIS	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la location, en matériaux de construction et installation de RHU sur certains sites d'accueil. 	
Droits aux Logements, terres et biens	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation de terrains non lotis achetés par les PDI pour s'y installer 	
Accès des élèves PDI à l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement de salles de classes dans les villes de Ouahigouya, Thiou, Titao et Séguénéga Paiement des frais de scolarité des élèves déplacés en difficultés à la rentrée prochaine 	

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER & AOR	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
SECURITE, MINES, ALPC, REG	Banh, Sollé, Ouindigui, Tangaye, Bembela, Nimpouya, Titao et Kain	Insécurité et présence de mines sur certains axes routiers	<ol style="list-style-type: none"> Faire un plaidoyer pour le déminage des localités concernées et sensibiliser sur les risques d'IED. Intensifier les patrouilles dans les localités de Banh, Sollé, Ouindigui, Kain et Thiou
EDUCATION	Titao, Ouahigouya, Tangaye, Barga, Thiou, Kain, Koumbri, Banh, Sollé et Ouindigui	Déscolarisation/Faible capacité d'accueil des établissements des localités d'accueil	<ol style="list-style-type: none"> Plaidoyer au niveau des Directions régionales et provinciales en charge de l'éducation pour un accès équitable à l'éducation Construction de salles de classes ; Parrainages scolaires des élèves déplacés

SANTE/NUTRITION	Ouahigouya, Titao, Posso, Ingané, Tangaye, Banh, Sollé, Ouindigui, Séguénéga, Koumbri et Kain	-Risques de maladies liées à l'insuffisance d'hygiène -Risques de malnutrition sévère chez les enfants de moins de 3ans	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibilisation des communautés sur les maladies liées au manque d'hygiène ; 2. Dotation des familles en kits d'hygiène et sanitaires ; 3. Renforcement des capacités des Agents de Santé à Base Communautaires (ASBC) et des Organisations à Base Communautaire intervenant dans le domaine de la santé ; 4. Dépistages des enfants de 0 à 3 ans sur la malnutrition et distribution de ration alimentaire sur les sites
ACCES A L'EAU POTABLE ET INFRASTRUCTURE D'ASSAINISSEMENT	Ouahigouya Touzagué Tamsin Saye Lilgomdé Titao Sollé Banh Kain Thiou Ouindigui	La région connaît une insuffisance des ressources en eau potable. De ce fait, l'accès à l'eau est très limité sur les sites d'accueil, idem pour les toilettes. Malgré l'abondance et la régularité des pluies d'août, les villes de Ouahigouya et Titao connaissent une insuffisance en matière d'accès à l'eau potable. L'ONEA ne semble pas pouvoir satisfaire à la demande en eau.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenter les sources d'approvisionnement en eau (forages modernes, puits à grands diamètres) 2. Impliquer les populations dans la réalisation d'infrastructures Wash (latrines, lave-mains etc.)
ABRIS ET VIVRES	<ul style="list-style-type: none"> • Ouahigouya • Titao • Sollé • Banh • Tibou • <i>Route de Youba</i> • Thiou • Séguénéga • Ouindigui 	Malgré les efforts consentis par le HCR, Plan et OIM l'accès aux abris demeurent l'un des besoins exprimés par les PDI. Du côté des vivres, le CICR est venu renforcer les distributions faites par l'Action Sociale, mais elles sont encore nombreuses ces PDI qui n'arrivent pas à se garantir 2 repas par jour.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Octroyer des appuis financiers pour la location et/ou des matériaux de construction ; 2. Renforcer la sécurité en vue de l'acheminement de vivres et non vivres dans les zones à risques comme Posso et Ingané par les humanitaires et les commerçants ;
COEXISTENCE PACIFIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Reka (Oula) • Ouahigouya • Titao • Route de Youba • Thiou • Sollé • Banh • Ouindigui 	Malgré les sensibilisations et la multiplication des conférences sur la cohésion sociale dans la région, les préjugés et la stigmatisation demeurent des tristes réalités. L'observation des principes d'impartialité et de neutralité est même parfois mise à rude épreuve par rapport à l'assistance de certains groupes ethniques.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de dialogues intercommunautaires sur la cohésion sociale entre les PDIs (anciennes et nouvelles) et les populations hôtes 2. Identifier et redynamiser au sein des communautés hôtes et PDIs les mécanismes communautaires de promotion du vivre ensemble et de la cohésion sociale 3. Mettre à contribution les radios communautaires pour des sensibilisations de masse
VBG ET PROTECTION DE L'ENFANCE	<ul style="list-style-type: none"> • Tamsin, • AK, • Kapalín, 	La période elle-même semble être un facteur à risques de VBG parce que la végétation est devenue dense alors que les femmes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de sensibilisations sur les VBG (Actions préventives des violences sexuelles) ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Saye, • Touzagué, • Ouahigouya • <i>Route de Youba</i> • Titao : Posso, Ingané • Thiou • Séguénéga • Sollé 	fréquentent beaucoup la brousse en cette période de récolte du niébé. Les conditions d'hébergement des PDI en est un autre. Avec les expositions diverses des enfants, il y a lieu de craindre des traites et des pires formes de travail de ceux-ci.	<ol style="list-style-type: none"> 2. Renforcer le système d'orientation et de référencement des cas de VBG entre les acteurs de la région, particulièrement sur les sites d'accueil ; 3. Former les acteurs sur la thématique VBG pour une meilleure intervention adaptée au contexte ; 4. Renforcer les capacités locales pour le signalement des cas de VBG et de violences faites aux enfants
--	---	---	--

MESURES DE PREVENTION ET DE RÉPONSE AU COVID-19

Pour ce mois, en plus de l'intégration de la pandémie à COVID-19 à toutes nos activités, 20 causeries éducatives spéciales COVID-19 ont permis de toucher 120 personnes.

ANNEXE : TABLEAU DES INCIDENTS DE PROTECTION ET LEURS CONSEQUENCES

N	Localités	Description de l'incident	Types de violations de droits	Personnes affectées par l'incident	Actions entreprises et/ou préconisées
1	Loroum/Titao	Sabotage des installations de l'ONEA le 27 août : atteinte au droit à l'accès aux services sociaux de base	Violation du droit à l'accès aux services sociaux de base	/	-Rapport flash incident
2	Yatenga/Ouahigouya	Mouvements de populations : Au moins 324 personnes venues de Banwèla, Bem et Douma	Mouvements forcés de population	324 personnes	-Partage d'un rapport flash ; -Réconfort moral aux familiales ; -Assistance PBS
3	Loroum/Titao/Woro	L'explosion des IED : le vendredi 11 Septembre, deux femmes dont une enceinte de cinq (05) mois ont perdu la vie et deux fillettes grièvement blessées suite à l'explosion d'un IED sur l'axe Titao -Woro.	-Violation du droit à la vie -Violation du droit à l'intégrité physique	04 personnes touchées	-Alerte sms -Partage d'un rapport flash ; -Assistance PBS ; -Soutien psychosocial

4	Yatenga/Séguénéga/Ramensé	Violations de domicile, atteintes physiques et extorsions des PDIs de Ramensé par des VDP	-Violation du droit à la sécurité de la personne -Violation du droit à l'intégrité physique -Violation du droit à la propriété	1500	-Plaidoyer pour l'établissement de documents civils au profit des PDIs
5	Yatenga/Tangaye/Douma	Un survivant d'enlèvement par des HANI a vu sa concession saccagée, des animaux et du matériel emportés en son absence. 10 ménages sont concernés et 74 personnes se sont déplacées suite à cet incident.	-Violation du droit à la liberté -Violation du droit à la propriété -Déplacements forcés de populations	74	-Partage du rapport flash incident ; -Soutien psychosocial
6	Loroum/Banh/Banwèla	Le village de Banwela dans la commune de Banh a reçu un ultimatum de quitter dans un délai de 72 heures à compter du 21 septembre. Les HANI ont aussi enlevé un habitant accusé d'être le tuteur des VDP de Banh. Les déplacements ont eu lieu dès le lendemain	-Violation du droit à l'intégrité psychique -Violation du droit à la liberté -Déplacements forcés de populations	250	-Partage du rapport flash incident ; -Monitoring d'incident communautaire
7	Loroum/Banh/Guengué	Après enlèvement et torture, un habitant de Guengué a succombé de ses blessures le lundi 21 septembre 2020.	-Violation du droit à la liberté -Violation du droit à la vie	1	-Partage d'un rapport flash ; -Monitoring d'incident individuel



Photo des participants à la formation, Ouahigouya 16 et 17 septembre 2020